RECOURS COLLECTIF CONCERNANT LES FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO PENDANT LA COVID 19

AVIS DE CERTIFICATION DÉTAILLÉ

Ceci est un avis approuvé par la Cour concernant la **certification** d'un Recours Collectif contre le gouvernement de l'Ontario pour la négligence grossière présumée des Ministres des soins de longue durée qui étaient en fonction pendant la pandémie de COVID-19, dans la préparation et la réponse à la pandémie de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée ("LTC / SLD") de l'Ontario (le "Recours Collectif"). Le Recours Collectif est mené au nom des résidents des foyers de soins de longue durée de l'Ontario et de leurs membres de famille.

Si vous ou un membre de votre famille avez résidé ou reçu des soins dans un foyer de soins de longue durée en Ontario entre le 5 janvier 2020 et le 5 mai 2023, veuillez lire ce document en entier attentivement, car il pourrait avoir une incidence sur vos droits.

A. EN QUOI CONSISTE CETTE ACTION ?

Cette action contre le gouvernement de l'Ontario concerne la négligence grossière présumée des Ministres des soins de longue durée qui étaient en poste pendant la pandémie de COVID-19. En particulier, les demandeurs allèguent que la préparation et les réactions des Ministres face à la pandémie dans les foyers de soins de longue durée de l'Ontario, ont été considérablement tardives, arbitraires et fragmentaires, ce qui a conduit à des épidémies généralisées ayant causé des milliers d'infections et de décès parmi les résidents des foyers de soins de longue durée.

Plus précisément, les demandeurs allèguent que ces Ministres ont ignoré les informations précoces et les signes d'alerte concernant les risques de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée de l'Ontario et que, une fois la pandémie arrivée, les mesures de prévention et de contrôle des infections (« PCI ») qu'ils ont adoptées étaient gravement retardées et inadéquates, exposant ainsi les résidents des foyers de soins de longue durée à des dommages.

Les demandeurs cherchent à obtenir des dommages-intérêts pour les préjudices corporels, la souffrance et le décès des résidents de foyers de soins de longue durée, ainsi que pour le manque de soins et de compagnie subie par les membres de leurs familles.

B. DÉCISION DE CERTIFICATION – QUELLE EST LA DÉCISION DE LA COUR ?

Le 20 décembre 2022, la Cour supérieure de justice de l'Ontario (la « Cour ») a **certifié cette action en tant que Recours Collectif** pour les résidents des foyers de soins de longue durée (LTC / SLD) en Ontario ainsi que leurs familles. Les réclamations de certains visiteurs des foyers de soins de longue durée (ceux qui ont été infectés par la COVID-19 après avoir visité un de ces foyers) n'ont **pas** été certifiées. Le Recours Collectif, telle que certifiée contre le gouvernement de l'Ontario, portera sur la prétendue négligence grossière des Ministres des soins de longue durée qui étaient en fonction pendant la pandémie.

Cette décision a été confirmée par la Cour d'appel de l'Ontario le 6 février 2024 et la demande d'autorisation d'appel de l'Ontario a été rejetée par la Cour suprême du Canada le 26 septembre 2024.

En conséquence de la décision de la Cour, le Recours Collectif va maintenant progresser et les demandeurs feront avancer les réclamations de tous les membres du groupe contre le gouvernement de l'Ontario dans une seule procédure. La Cour a également déterminé que les six « Questions communes » suivantes seront décidées au nom de tous les membres du groupe :

- 1) Le Ministère des soins de longue durée (“MSLD”) avait-il un devoir de diligence envers les membres du groupe pour prévenir et atténuer les épidémies de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée en Ontario ?
- 2) Si la réponse à la question 1) est « oui », quelle est la nature de ce devoir de diligence ?
- 3) Si la réponse à la question 1) est « oui », le MSLD a-t-il manqué à l'obligation de diligence qu'il devait à tous, ou à plusieurs membres du groupe ? Si oui, quand et comment ces manquements ont-ils eu lieu ?
- 4) Si la réponse à la question 3) est « oui », l'une ou plusieurs des violations du MSLD ont-elles constitué une négligence grossière ?
- 5) Si la réponse à la question 4) est "oui", les manquements au devoir de diligence du MSLD ont-ils causé ou contribué aux préjudices subis et/ou aux pertes encourues par les Membres du groupe ?
- 6) La conduite du MSLD justifie-t-elle l'octroi de dommages-intérêts majorés, exemplaires et/ou punitifs ?

Ces Questions Communes ne seront étudiées qu'une seule fois, au nom de **tous** les membres du groupe, lors d'une seule « instruction sur les questions communes », sauf si vous choisissez de vous « exclure » du Recours Collectif, comme décrit dans la **section E** ci-dessous.

Pour être précis, la Cour n'a pas encore décidé de ces Questions Communes, ni de la probabilité que les Membres du groupe reçoivent une compensation, et aucune décision n'a été prise concernant le bien-fondé des réclamations ou des défenses avancées. Le gouvernement de l'Ontario nie toute responsabilité.

C. DÉFINITION DU GROUPE : QUI EST CONCERNÉ ?

La Cour a certifié le Recours Collectif au nom du Groupe suivant (le “groupe” ou “membres du groupe”)
:

Toutes les personnes qui ont résidé dans des foyers de soins de longue durée en Ontario ou qui y ont reçu des soins entre le 25 janvier 2020 et le 5 mai 2023, ou, si la personne est décédée, la succession de cette personne ; et

Toutes les personnes qui pourraient avoir une réclamation dérivée pour dommages en vertu de l'article 61 de la Loi sur le droit de la famille R.S.O. 1990, C.F.3, en raison de leur relation personnelle avec une personne qui était résident d'un foyer de soins de longue durée en Ontario entre le 25 janvier 2020 et le 5 mai 2023.

La Cour n'a pas certifié la réclamations fait au nom des visiteurs des foyers de soins de longue durée de l'Ontario qui ont contracté la COVID-19 après avoir visité un de ces foyers pendant la pandémie. Par conséquent, les visiteurs ne seront PAS INCLUS en tant que membres du groupe ainsi que leurs réclamations et celles des membres de leurs familles qui ne seront PAS intégrées dans cette procédure.

SI VOUS ÉTIEZ UN VISITEUR dans un foyer de soins de longue durée en Ontario, que vous avez contracté la COVID-19 pendant la pandémie et que vous souhaitez faire une réclamation contre le gouvernement d'Ontario, vous devriez contacter un avocat et vous informer de vos droits, y compris de tout délai de prescription qui pourrait s'appliquer à votre réclamation.

Si vous avez des doutes quant à votre statut de membre du groupe, veuillez communiquer avec les avocats du groupe aux coordonnées indiquées à la **section G** du présent avis.

D. PARTICIPATION : COMMENT PARTICIPER EN TANT QUE MEMBRE DU GROUPE ?

Si vous êtes un membre du groupe et que vous souhaitez participer à ce Recours Collectif, votre participation est automatique et vous n'avez rien à faire pour le moment.

Si vous participez, vous serez lié par toutes les ordonnances de la Cour, ainsi que par les modalités de tout règlement ou jugement, qu'ils soient favorables ou non, et vous ne pourrez pas tenter votre propre poursuite individuelle contre le gouvernement de l'Ontario en lien avec la pandémie de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée de l'Ontario

Si vous ne faites rien et restez un membre du groupe, vous n'aurez pas à payer les frais juridiques ou autres dépenses et ce, même si les réponses aux questions communes ne sont pas en votre faveur. De même, si vous participez au Recours Collectif et que vous n'avez pas gain de cause, vous ne

pourrez **pas** intenter votre propre action en justice contre les défenderesses à l'égard de l'objet de ce Recours Collectif.

Si l'issue du Recours Collectif est favorable, ou s'il y a un règlement, vous pourriez avoir droit à une part du montant de l'indemnité prévue par le jugement rendu ou le règlement approuvé par la Cour.

Les mandats liant les représentants des demandeurs et les avocats du groupe prévoient que les avocats du groupe assumeront tous les dépenses et indemniseront les représentants des demandeurs pour toute décision de frais défavorable. Si l'issue de cette action est favorable, ou s'il y a un règlement, les avocats du groupe auront droit à des honoraires conditionnels d'un montant approuvé par la Cour. Les mandats liant les représentants des demandeurs et les avocats du groupe dans le Recours Collectif, prévoient pour les avocats du groupe, des honoraires conditionnels de 30 %, plus les taxes applicables et débours, sous réserve de l'approbation de la Cour.

E. S'EXCLURE : COMMENT M'EXCLURE DU RECOURS COLLECTIF SI JE NE SOUHAITE PAS Y PARTICIPER ?

Si vous êtes membre du groupe et **que vous ne souhaitez pas participer** au recours collectif et/ou que vous souhaitez intenter votre propre action en justice à l'égard de l'objet de ce Recours Collectif, **vous devez formellement vous en EXCLURE**.

S'exclure signifie que vous ne **participerez pas** au Recours Collectif, et que vous n'aurez droit à **aucune** compensation qui pourrait être offerte dans le cadre de la résolution du Recours Collectif, que ce soit par une entente de règlement ou par un jugement, mais vous pourrez engager votre propre poursuite individuelle (ou continuer toute poursuite que vous avez déjà intentée).

Si vous souhaitez commencer ou continuer votre propre poursuite, vous DEVEZ vous exclure. Le cas échéant, vous devrez respecter tous les délais de prescription applicables et vous devriez consulter un avocat.

Les membres de la famille des résidents des foyers de soins de longue durée **n'ont pas** le droit indépendant de s'exclure et sont liés par la décision prise par leur membre du groupe auxquels ils sont affiliés concernant l'exclusion.

POUR VOUS EXCLURE DU RECOURS COLLECTIF, VOUS DEVEZ SOUMETTRE UN FORMULAIRE D'EXCLUSION À L'ADMINISTRATEUR AU PLUS TARD LE 27 NOVEMBRE 2025.

Pour vous exclure du Recours Collectif, vous devez soumettre un Formulaire d'exclusion à l'administrateur des avis soit sur **le portail en ligne** au www.fr.LTCCClassActions ou **soit par la poste** au C.P. 3355, London (Ontario) N6A 4K3, au plus tard le **27 novembre 2025** (la date limite d'exclusion), le cachet de la poste faisant foi.

Veillez noter que vous ne **pouvez pas** envoyer un Formulaire d'exclusion par courriel.

Les formulaires d'exclusion sont disponibles auprès de l'administrateur, RicePoint, sur www.fr.LTCCClassActions, et sur les sites internet des avocats du groupe. Vous pouvez également demander un formulaire d'exclusion aux des avocats du groupe en communiquant avec eux à l'adresse courriel ou au numéro de téléphone indiqué dans la **section H** ci-dessous.

Veillez noter que si vous soumettez votre formulaire d'exclusion électroniquement, il ne sera considérée comme valide que si vous recevez une confirmation par courriel de l'Administrateur. Si vous ne recevez pas de confirmation par courriel de la part de l'Administrateur, votre formulaire d'exclusion n'a pas été reçue et n'est pas valide.

Vous pouvez également vous exclure en téléchargeant et en envoyant par courrier un formulaire d'exclusion à l'Administrateur à l'adresse ci-dessous. Ces formulaires d'exclusion doivent être postés avant **la Date limite d'exclusion**, le cachet de la poste faisant foi.

F. QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE ?

La prochaine étape importante du Recours Collectif sera la phase de découverte, qui impliquera le partage et l'examen des documents liés à la poursuite ainsi que l'audition des représentants des demandeurs et des représentants des défenderesses. Cette partie du processus judiciaire peut également impliquer une ou plusieurs motions pour résoudre certaines questions soulevées entre les parties.

Une fois la phase de découverte terminée, le Recours Collectif procédera aux résolutions des Questions Communes. Les décisions atteintes sur les Questions Communes à la fin du procès seront contraignantes pour tous les Membres du groupe.

Si les parties du Recours Collectif parviennent à un règlement à tout moment, ce résultat sera aussi légalement contraignant pour tous les Membres du groupe.

Si les demandeurs obtiennent gain de cause à la Cour ou avec un règlement, les membres du groupe pourraient alors être en droit de recevoir une compensation conformément au jugement ou aux modalités du règlement.

Les membres du groupe recevront des notifications concernant toute étape majeure dans ce litige, y compris tout jugement ou règlement proposé. S'il y a un règlement, vous aurez l'occasion de "vous opposer" aux modalités du règlement et/ou au montant des honoraires des avocats du groupe si vous pensez qu'ils ne sont pas appropriés.

G. AVOCATS DU GROUPE : QUI ME REPRÉSENTE ?

Les cabinets d'avocats suivants travaillent ensemble sur cette action en tant que avocats du groupe :

ROCHON GENOVA

Barristers • Avocats
121 Richmond St. W.
Suite 900
Toronto, ON M5H 2K1
1-800-462-3864
contact@rochongenova.com

**HIMELFARB
PROSZANSKI**

Barristers & Solicitors
480 University Ave.
Suite 1401
Toronto, ON M5G 1V2
1-855-297-5522
info@himpro.ca

**CERISE
LATIBEAUDIERE LAW
PROFESSIONAL
CORPORATION**

Barrister & Solicitor
69 Delaware Ave.
Toronto, ON M6H 2S9
416-504-6055
info@cllaw.ca

**DIAMOND & DIAMOND
LAWYERS LLP**

255 Consumers Road,
5th Floor
Toronto, ON M2J 1R4
1-800-567-4878
mathura@diamonddlaw.ca

Le présent avis a été autorisé par la Cour supérieure de justice de l'Ontario. Veuillez-vous abstenir de communiquer avec la Cour